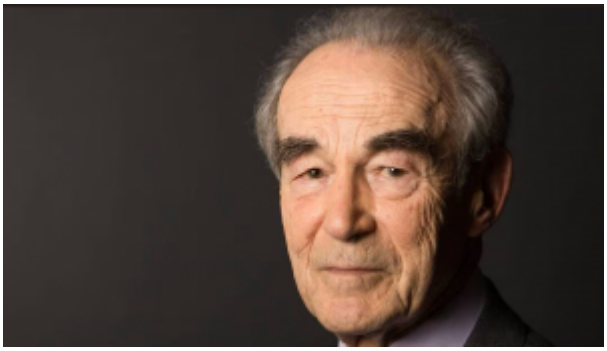
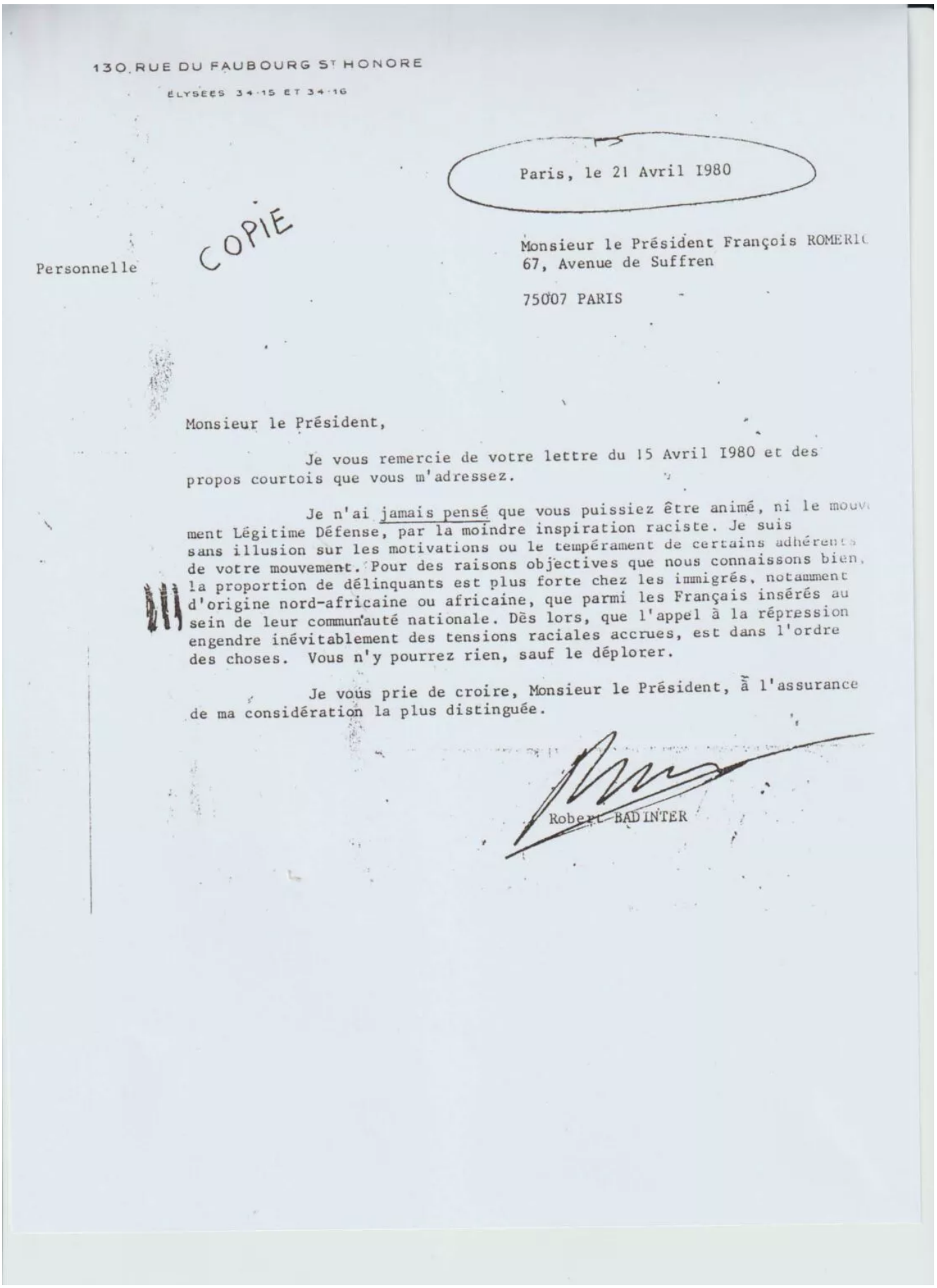
Robert Badinter en 1980 : “la proportion de délinquants est plus forte chez les immigrés, notamment d’origine nord-africaine ou africaine, que parmi les Français insérés”

13/10/2025 à 11h06





130, RUE DU FAUBOURG St HONORE

ÉLYSEES 34-15 ET 34-16

Paris, le 21 Avril 1980

Personnelle COPIE

Monsieur le Président François ROMERIO
67, Avenue de Suffren

75007 PARIS

Monsieur le Président,

Je vous remercie de votre lettre du 15 Avril 1980 et des propos courtois que vous m'adressez.

Je n'ai jamais pensé que vous puissiez être animé, ni le mouvement Légitime Défense, par la moindre inspiration raciste. Je suis sans illusion sur les motivations ou le tempérament de certains adhérents de votre mouvement. Pour des raisons objectives que nous connaissons bien, la proportion de délinquants est plus forte chez les immigrés, notamment d'origine nord-africaine ou africaine, que parmi les Français insérés au sein de leur communauté nationale. Dès lors, que l'appel à la répression engendre inévitablement des tensions raciales accrues, est dans l'ordre des choses. Vous n'y pourrez rien, sauf le déplorer.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de ma considération la plus distinguée.

Robert BADINTER

Dans une lettre datée du 21 avril 1980, adressée à François Romério, président de l'association **Légitime défense**, l'avocat écrivait noir sur blanc : « *Pour des raisons objectives que*

nous connaissons bien, la proportion de délinquants est plus forte chez les immigrés, notamment d'origine nord-africaine ou africaine, que parmi les Français insérés au sein de leur communauté nationale. »

Ce courrier, que Romério avait diffusé à l'époque parmi les 80 000 membres de son association, témoigne d'une époque où le futur ministre de la Justice s'exprimait avec une liberté de ton qui choquerait aujourd'hui. Badinter y évoquait également les « *tensions raciales inévitables dès lors qu'on en appelle à la répression* », tout en refusant de qualifier l'association de « raciste », contrairement à ses camarades socialistes. François Romério, ancien président de la Cour de sûreté de l'État et gaulliste revendiqué, se voulait alors défenseur des « victimes démunies » face à une insécurité grandissante.